

Sur lesoir.be

Un appel pour la libération de Marwan Barghouti et de tous les prisonniers palestiniens détenus en Israël, par Pierre Galand et un collectif de signataires.

« Réactivité, prudence et information : les maîtres mots de l'épargne »

Avec des taux à 0,2 %, à quoi bon épargner ?

On en parle avec **François Mathieu**. Pourquoi BNP s'aligne-t-elle sur les autres banques avec un taux d'intérêt aussi bas ?

La BCE diminue ses taux directeurs puisque pour remettre le moteur économique en marche, il faut des liquidités. Le plancher d'aujourd'hui est de presque 0 % et ce, dans le but de dynamiser l'économie. Les taux diminuent et que les banques s'alignent. La BCE incite les banques à octroyer du crédit et à mettre des liquidités sur le marché.

Y a-t-il encore des bénéficiaires à placer son argent sur un compte d'épargne ?

Il faut être prévoyant. Évidemment, tout dépend du salaire et du patrimoine de chacun mais il est toujours bon de garder un



peu de liquidités pour faire face aux imprévus. Et là, le bon vieux carnet d'épargne reste une solution. Faut-il placer le surplus ailleurs ? Il existe plusieurs façons de placer son argent. Cela dit, certains comptes d'épargne offrent un peu plus, mais sur des périodes plus courtes. Il faut être réactif, mobile et avoir le temps...

Quelles sont les autres options ?

Il existe les obligations convertibles qui permettent d'échanger des coupons sous forme d'actions. C'est risqué mais pourquoi pas ? Il faut se renseigner dans tous les cas. L'immobilier, c'est comme les actions, il y a à boire et à manger et des placements plus risqués que d'autres. Même si cela reste de bons placements, les rendements locatifs sont extrêmement faibles aujourd'hui. Plus personne ne veut acheter une villa à des prix démesurés. Les prix du marché ont plus que doublé ces dernières années, ce qui n'incite pas non plus au placement. Avec un taux aussi bas de 0,2 %, les maîtres mots pour son épargne sont réactivité, prudence et information.

aujourd'hui

11:02



L'Europe va-t-elle assez loin dans sa plainte contre Google ?

On en parle avec **Alain Jennotte**.

le livre

« Sans les images, Poutine n'existe pas »

Peter Pomerantsev, producteur et réalisateur, publie un ouvrage qui montre combien le président russe est tributaire de la mise en scène médiatique de ses moindres faits et gestes.

ENTRETIEN
Fin connaisseur des médias télévisuels, le producteur et réalisateur anglais d'origine russe Peter Pomerantsev publie cette semaine une analyse fouillée de la gigantesque machine médiatique orchestrée par le maître du Kremlin, Vladimir Poutine. Installé à Londres, l'auteur décrit les rouages d'un reality show permanent qui, nous assure-t-il, berce les Russes d'illusions.

sale, meurtrière et interminable dans le Donbass, entretenue par le nouveau pouvoir pro-européen à Kiev. La première a mis en scène l'efficacité du Kremlin. La seconde lui permet de prouver aux Russes le désastre qu'entraîne une révolution. Avec ce conflit, Moscou veut créer un récit aux élans héroïques et patriotiques que les télévisions se chargent de montrer aux foyers russes. Les images l'emportent sur les faits. Ce n'est pas nouveau dans la Russie de Vladimir Poutine : la guerre en Tchétchénie en 1999-2000 avait mis en scène son arrivée au pouvoir.

Le nouveau président a, depuis lors, bien compris la force de la télévision, lui qui venait alors de nulle part. Sans les images, Vladimir Poutine n'existe pas. Aujourd'hui, il a intérêt à ce que la guerre dans le Donbass se poursuive. Non pas pour des raisons militaires. Mais pour entretenir un statut quo favorable au renforcement de sa popularité et au maintien de son régime.

Mais est-ce de la propagande classique ? La propagande traditionnelle cherche à imposer un point de vue. Les nazis, par exemple, voulaient imposer leur idéologie. Vladimir Poutine, lui, n'a pas d'idéologie. Sa propagande ne vise donc pas à convaincre mais à semer la confusion. Avec pour objectif : cultiver le cynisme dans l'élite comme dans la population pour mieux persuader les uns et les autres que tout changement mettrait en péril la stabilité dont chacun a bénéficié en quinze ans de Poutine au Kremlin. D'où une profonde passivité dans la population et l'absence de vraie société civile. Les Russes savent par exemple que les élections sont des farces. Mais ils y participent quand même. Car ils connaissent les règles du jeu orchestrées par les autorités : si tu veux ta part de prospérité, participe à la comédie ! Toutes

ces théories de complots étranges agitées par les médias publics russes depuis le début de la crise ukrainienne (« le monde entier ne nous aime pas ») entretiennent pareillement ce cynisme et donc la grande passivité de la majorité des Russes : devenus paranoïaques en regardant ces programmes télévisés où la Russie est montrée en victime préférée de l'Occident, ils finissent par soutenir encore plus le Kremlin de Poutine et par oser encore moins des actions critiques. Ça coupe court à tout débat. Mais ce n'est pas une popularité très profonde. D'ailleurs, lors des manifestations pro-Kremlin, les vrais supporters du régime sont rares et les autorités doivent envoyer des bus d'étudiants ou de travailleurs payés en échange de leur participation...

perception demeure aujourd'hui. Cela fait donc partie de la mise en scène. Les quelques rares vrais journalistes préfèrent travailler pour des médias indépendants. Parfois au risque de leur vie. Le boom du web en Russie a certes le potentiel de remettre en cause ce système. Les Russes, notamment les jeunes, se connectent de plus en plus à l'internet pour s'informer. Mais les autorités ont pareillement compris l'importance de ce nouveau média. Et elles lui appliquent les mêmes méthodes que sur les médias traditionnels : quelques cas minoritaires de censures et fermetures pures et simples mais surtout des manipulations pour tout le reste. C'est d'autant plus facile que l'internet est un instrument encore plus facile à manier pour faire passer des messages et semer la confusion dans le public. Une fois encore, via les blogs, les sites web ou les réseaux sociaux, il ne s'agit pas d'imposer une idéologie mais de créer une atmosphère entretenant la confusion du public et donc sa passivité. ■

Propos recueillis par **BENJAMIN QUÉNELLE**

Peter Pomerantsev

Né en ex-URSS en 1977, il est auteur, producteur et réalisateur britannique. Il collabore régulièrement avec la « London Review of Books », « Newsweek », « Le Monde diplomatique », le « Financial Times » et le « New Yorker ».



Depuis son arrivée au pouvoir, Vladimir Poutine est passé maître dans l'art de mettre en scène tant la vie politique russe que sa vie privée. © AFP

Les journalistes russes sont-ils dupes ?

Tout le monde, y compris les médias, connaît les règles du jeu. Le journaliste n'est de toute façon pas vu en Russie de la même manière qu'en Europe. Il n'est pas celui qui cherche la vérité pour la transmettre au public. C'est un messenger, au service d'intérêts extérieurs. Sous l'URSS, les téléspectateurs savaient que les journalistes ne disaient pas la vérité. Cette

PETER POMERANTSEV
Rien n'est vrai, tout est possible. Aventures dans la Russie d'aujourd'hui
Saint-Simon
200 pages, 21,80 euros

la carte blanche

Un collectif de signataires (*)

La consultation « sans argent » chez le généraliste est une nécessité

L'application généralisée du tiers-payant associée à l'absence de ticket modérateur, ou le paiement forfaitaire au généraliste par les mutuelles simplifierait le principe de la consultation médicale. Peu coûteux, le système comporterait de nombreux avantages pour tous et ne pousserait pas nécessairement à la surconsommation.

Neuf cent mille Belges renoncent chaque année à au moins une consultation chez leur médecin généraliste pour des raisons financières. Selon une étude récente financée par la Commission européenne et relative aux soins de santé primaires, sur les 31 pays européens, la Belgique, par ailleurs le 5^e le plus riche en Europe, se situe seulement à la 20^e place. La Belgique est encore un des rares pays européens où la consultation chez le médecin généraliste est payante. La consultation « sans argent » chez le médecin généraliste (tiers-payant et suppression du ticket modérateur)

n'est pas seulement nécessaire, elle est aussi possible, rentable et elle améliore la qualité de notre système de soins de santé.

A partir du 1^{er} juillet 2015, dans le cadre de la médecine générale, le tiers-payant, c'est-à-dire le remboursement des prestations des médecins directement par les organismes assureurs (les mutuelles) deviendra obligatoire dans notre pays pour tous les patients bénéficiaires de l'intervention majorée (le statut BIM). Cette mesure constitue l'occasion de généraliser ce système, conjointement à l'abolition du ticket modérateur.

L'Absym (Association belge des syndicats médicaux) s'oppose au principe du tiers-payant obligatoire en première ligne, dans la foulée du mouvement des médecins défendant la même position en France. L'Absym suggère même le boycott de cette obligation du tiers-payant pour les patients moins nantis. Selon ce syndicat, seul le médecin peut décider si tel patient peut bénéficier ou pas du tiers-payant. L'Absym craint que la généralisation du tiers-payant ne conduise à une surconsommation de soins, à une augmentation de la charge administrative pour les méde-

cins et à des retards dans leurs remboursements.

S'adapter au numérique

L'accès à des soins primaires de qualité est un facteur complexe et multifactoriel, mais le fait que le paiement direct du prestataire au moment de l'acte y joue un rôle particulièrement important est incontestable. Concrètement, le système de la consultation « sans argent » chez le médecin généraliste peut être rapidement mis en œuvre, et ce, de deux manières différentes : soit par l'application généralisée du tiers-payant associée à l'absence de ticket modérateur, soit par le système de paiement forfaitaire dans lequel les mutuelles versent mensuellement un montant fixe par patient directement à la pratique de médecine générale.

Les caisses maladie paient directement le médecin généraliste par voie électronique. Celui-ci n'a donc plus besoin de remplir une attestation de soins et de percevoir le montant de la consultation de la main à la main, ce qui prend en moyenne une minute et demie, c'est-à-dire environ 10 % de la consultation. De son côté, le patient

n'est plus obligé de se munir d'argent pour se rendre chez son médecin, ni de se faire rembourser dans un deuxième temps par sa mutuelle. En cette ère numérique, les mutuelles et l'Inami peuvent régler les factures beaucoup plus rapidement et de manière plus efficace par l'utilisation de la télématique.

Une efficacité renforcée à tous les échelons

Le principe de la consultation « sans argent » brise certaines barrières d'accès aux soins et en améliore la qualité en encourageant les soins par échelons. Une grande proportion de patients qui arrivent aux urgences des hôpitaux par exemple, pourraient être traités par leur généraliste. La dernière Enquête nationale de santé de 2013 montre que seulement 24 % des consultations chez le spécialiste se font sur référence du généraliste. C'est pourtant ce dernier qui gère le DMG (dossier médical global) du patient, qui a une relation de continuité et de confiance au long cours avec lui, et qui le connaît globalement, non seulement sur le plan de sa santé physique mais aussi dans ses dimensions psychosociales. Il est donc